SYRIE

Les enfants de retour à l'école de Minbej débarrassée de l'EI

Au premier jour d'école à Minbej, dans le nord de la Syrie, un groupe d'écoliers s'égayent dans la cour de récréation, sans accorder la moindre attention au sigle du groupe Etat islamique (EI) encore peint sur un mur.

Il s'agit pour eux d'une journée exceptionnelle car c'est leur première rentrée des classes normale après avoir vécu deux ans sous la férule du groupe jihadiste.

«Nous sommes ravis d'être revenus à l'école et nous espérons y venir tous les jours», assure Ghefrane, une fillette de neuf ans avec sa queue de cheval et un pull rose clair.

Ghefrane a retrouvé l'école «Bayram», qui avait été renommée par l'EI «Abdallah Azzam», du nom du fondateur du jihadisme mondial. Les murs autour de l'établissement avaient été peints avec le drapeau noir et blanc des jihadistes.

«L'EI ne nous laissait pas aller à l'école (...) Nos professeurs et leur enseignement nous manquaient tout comme nos livres de classe», confie la fillette à l'AFP.

Le groupe ultraradical s'était emparé de Minbej début 2014 et avait imposé son interprétation radicale de l'islam, bannissant l'enseignement traditionnel dans les écoles de la région et donnant des cours de religion dans quelques unes d'entre elles. Les jihadistes avaient fermé des centaines d'écoles dans la ville et ses environs en novembre 2014, laissant sans instruction 78 000 enfants durant deux ans, affirme le coordonnateur du département de l'éducation dans la ville, Hassan Haroun.

Quelque 200 écoles rouvertes

Mais en août dernier, des combattants kurdes et arabes regroupés au sein

les Forces démocratiques syriennes (FDS) et soutenus par les États-Unis avaient repris la ville.

Aussitôt, Haroun et son équipe s'étaient mis au travail, dressant une liste des écoles pouvant accueillir les élèves pour la rentrée.

Sur 390 établissements à Minbej et ses environs, 192 ont rouvert cette année et 59 sont encore en travaux.

Le reste des écoles, dans les environs de Minbej, sont toujours sous contrôle de l'EI, affirme M. Haroun.

«Le début de l'année scolaire fut réellement fantastique (...) Tout le monde était très excité», confie M. Haroun en souriant.

Il garde de mauvais souvenirs du règne de l'EI, affirmant que six de ses collègues ont été décapités sous l'accusation de «collaboration avec le régime».

A l'école Bayram, pendant la récréation, les enfants courent dans la cour avec un ballon de football dégonflé ou s'amusent avec des cailloux. A l'intérieur, une vingtaine d'écoliers gigotent sur leurs bancs pendant que deux jeunes enseignants leur expliquent qu'ils vont devoir rattraper en dix mois les deux ans perdus.

Rayonnante, le petite Rana est assise au premier rang de sa classe, avec une petite pile de livres sur son bureau.

Rattraper le temps perdu

«Quand les hommes de Daesh (acronyme arabe de l'EI) étaient ici, je n'ai pas étudié. Je n'ai été à l'école que deux ou trois jours puis j'ai arrêté», dit la fillette de neuf ans.

«J'avais vraiment le cœur brisé quand je voyais qu'ils utilisaient nos écoles pour stocker des mines», ajoute-t-elle.

La fillette a bien l'intention de rattraper le temps perdu car son ambition est intacte. «J'espère devenir médecin pour aider les gens», lance-t-elle.

Tarek al-Cheikh, enseignant à l'école Bayram, confie combien il était triste de voir les écoles fermées du temps de l'EI.

«Le plus pénible était de voir des enfants essayant d'apprendre un métier ou jouant au ballon dans la rue car il n'avait rien d'autre à faire», explique cet instituteur.

Si les enseignants sont ravis de retourner dans leur classe, ils savent qu'ils vont avoir beaucoup à faire. Les livres et le matériel scolaires sont rares et les enfants sont tellement en retard que des écoliers d'âges différents sont regroupés dans une même classe.

«Comme vous pouvez le voir, certains étudiants se rappellent à peine l'alphabet», souligne Hassan Othman, une enseignant d'une vingtaine d'années.

«Quand ils étaient chez eux, du temps de l'EI, les enseignants avaient le sentiment que tout ce qu'ils avaient enseigné (...) avait été oublié», ajoute-t-il. «Alors vous pouvez imaginer ce que nous avons ressenti quand (les écoles ont rouvert). Il n'y a rien de plus beau».

ÉGYPTE

Trois policiers et un civil tués par balle dans le nord du Sinaï

Trois policiers et un civil ont été tués par balle mercredi par des hommes qui ont ouvert le feu sur leur véhicule dans le nord de la péninsule du Sinaï, théâtre de nombreuses attaques djihadistes contre les forces de l'ordre, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

Le nord du Sinaï est le repaire, en Égypte, des djihadistes du groupe Etat islamique (EI), qui infligent régulièrement des pertes aux forces de sécurité depuis que l'armée a destitué le président islamiste Mohamed Morsi en 2013.

Les trois policiers se trouvaient à bord d'un taxi dans la ville d'Al-Arich, chef-lieu du Nord-Sinaï, quand «des inconnus à bord d'une voiture leur ont barré la route (...) et ont ouvert le feu dans leur direction», selon un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Les trois policiers et leur chauffeur ont été tués, précise le communiqué.

Selon le gouvernement, des centaines de policiers et soldats ont péri dans des attentats perpétrés par les djihadistes, qui frappent aussi parfois la capitale égyptienne Le Caire et le Delta du Nil.

Fin octobre, l'EI avait revendiqué un attentat à la bombe contre un avion de touristes russes après son décollage de la station balnéaire de Charm el-Cheikh, dans l'est du pays, un drame qui avait fait 224 morts.

FRANCE

Sarkozy à nouveau rattrapé par son passé en pleine course à la primaire

A nouveau ciblé par des attaques liées à son passé présidentiel, Nicolas Sarkozy est menacé d'un fâcheux effet boomerang en pleine course à la primaire de la droite française avant l'élection de 2017.

Trahison de son ancienne éminence grise, garde à vue d'un proche ayant dirigé le renseignement intérieur sous son mandat, nouveaux épisodes sur le financement de ses campagnes en 2007 et 2012: depuis lundi, les obstacles se sont accumulés à vitesse accélérée. Les éditorialistes français commentaient mercredi «l'odeur de soufre» entourant l'ancien président, 61 ans, jugeant à l'instar du quotidien conservateur *Le Figaro* que ces déboires vont apporter «de l'eau au moulin de tous ses concurrents».

Le contexte est déjà tendu pour le candidat à la primaire de la droite des 20 et 27 novembre, qui peine à rattraper son retard face à son principal rival,

Alain Juppé, 71 ans. Selon le dernier sondage publié mardi, l'ancien Premier ministre l'emporterait largement au second tour, avec 59% des voix.

L'enjeu du scrutin est de taille: compte tenu de l'impopularité record de la gauche au pouvoir depuis cinq ans et de ses querelles internes, le gagnant de la primaire du parti Les Républicains a toutes les chances, selon les sondages, de se retrouver au second tour de la présidentielle face à la candidate de l'extrême droite Marine Le Pen. Une primaire qu'est venu pimenter un brûlot de l'ex-conseiller de l'ombre de Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson, publié cette semaine.

Cet ancien militant d'extrême droite avait inspiré à l'ex-président le thème de la défense d'une identité nationale fondée sur les racines chrétiennes de la France. La rupture entre les deux hommes est survenue après la révélation que l'éminence grise enregistrait en secret toutes leurs conversations.

Son livre, L*a cause du peuple*, décrit notamment les «manipulations» de M. Sarkozy contre ses adversaires, ou encore son utilisation politique de violences inter-ethniques. Il cite aussi l'appel passé au candidat du parti d'extrême droite Front national, Jean-Marie Le Pen, pour négocier entre les deux tours de la présidentielle de 2007.

Patrick Buisson «ne m'intéresse plus», a évacué dès lundi l'ancien président.

Il n'a en revanche pas réagi aux déboires judiciaires de l'ex-chef du renseignement intérieur Bernard Squarcini. Son homme de confiance a été placé en garde à vue lundi pour une affaire de trafic d'influence. Un autre ponte de la police judiciaire parisienne pendant son mandat, Christian Flaesch, a subi le même sort.

Financement libyen

M. Squarcini est cité dans une autre enquête concernant des accusations de financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, sur laquelle la justice française se penche depuis 2013. Dans cette dernière affaire, un élément clé a été transmis à la justice, a révélé mardi une source proche de l'enquête : le carnet d'un ex-dignitaire du régime libyen de Mouammar Kadhafi qui mentionne une série de versements au profit de Nicolas Sarkozy au moment de la présidentielle de 2007.

Dernière épine dans le pied cette semaine : la diffusion d'une émission télévisée consacrée à l'enquête sur le financement illégal de sa campagne perdue en 2012 face à François Hollande, affaire pour laquelle il est mis en examen (inculpé).

Dans cette émission de France 2, dont un extrait a déjà été diffusé, un ex-responsable des meetings de campagne affirme que M. Sarkozy était au courant du système de fausses factures mis en place pour masquer le dépassement des plafonds de campagne. L'intéressé a toujours démenti.

Selon le politologue Pascal Perrineau, ces déboires peuvent avoir deux conséquences : un aspect négatif «où les gens se disent — Il n'y a pas de fumée sans feu —» et un aspect «positif où Nicolas Sarkozy va tenter de jouer la victimisation sur le thème —Tout le monde m'en veut, le pouvoir judiciaire, les médias, mes anciens collaborateurs"».

Ces dernières semaines, le candidat à la primaire, qui mène tambour battant une campagne très à droite, a provoqué plusieurs polémiques, en minorant le rôle de l'Homme dans le dérèglement climatique ou encore en assurant que toutes les personnes naturalisées Françaises devaient renoncer à leurs origines au profit des «ancêtres gaulois».